



Communiqué de presse

Cherche Ministre attachée au Service Public



Après le passage en coup de vent de M. Attal, manifestement plus intéressé par sa carrière que par le sort des élèves et des enseignant.e.s, nous héritons donc de Mme Oudéa-Castera au Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques, comme si l'Éducation Nationale ne méritait pas un ministère de plein exercice. Alors que la ministre nouvellement nommée semble déjà faire bien peu de cas de l'enseignement public, on peut s'interroger sur l'importance que prendra l'Éducation Nationale dans ce ministère à l'approche des JOP.

De façon bien opportune se trouve ainsi nommée à la tête de l'Éducation Nationale une personne dont les enfants fréquentent un établissement privé religieux, l'un des plus réactionnaires de France, visé par une enquête administrative en raison de pratiques sexistes, homophobes et islamophobes. Le rapport n'est pas arrivé sur son bureau, dit-elle. La CGT Educ'Action 93 lui conseille de regarder dans son tiroir. Il y a semble-t-il des séparatismes dont nos gouvernant.e.s s'accommodent sans trop de peine ; celui des élites bourgeoises qui constituent la caste dirigeante et rejettent l'École de la République tout comme celui des ultra-riches que leur fortune autorise à s'affranchir des lois.

À la tête de l'Éducation Nationale, messieurs Macron et Attal ont nommé une millionnaire fervente partisane de l'enseignement privé confessionnel qui dès ses premières prises de parole a frontalement attaqué la profession et s'enfoncé depuis dans le mensonge pour tenter de justifier ses préjugés. Ce ne sont pas des excuses auprès de « certains enseignants qui auraient été blessés » qu'elle doit présenter, mais auprès du pays tout entier : Mme la Ministre, les heures non remplacées dont vous vous plaignez, que vous n'avez pas subies mais que les syndicats dénoncent depuis des années, sont uniquement le résultat des politiques délétères qu'ont porté les gouvernements depuis des décennies et que porte encore celui auquel vous appartenez. Prenez vos responsabilités, au lieu d'insulter celles et ceux qui tous les jours s'épuisent pour apporter à TOUS les enfants une éducation de qualité, ambitieuse et émancipatrice ! Leurs conditions de travail se dégradent et les responsables sont rue de Grenelle, à Matignon, à l'Élysée !

Les rapports parlementaires se suivent et pointent de façon criante le désinvestissement de l'État dans notre département, qui est le plus pauvre de France mais celui dans lequel les dépenses publiques par habitant sont les plus faibles, notamment en matière d'éducation. C'est pourquoi la CGT Educ'Action 93, la CNT, la FSU et Sud Éducation 93 demandent un plan d'urgence pour augmenter massivement l'investissement de l'État dans l'éducation publique en Seine-Saint-Denis et enfin œuvrer réellement à la réduction des inégalités.

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Quand on veut tuer l'éducation publique, on y nomme Mme Oudéa-Castera. Après sa prise de fonction particulièrement scandaleuse, la CGT Educ'Action 93 sera extrêmement vigilante pour exiger le respect des élèves, des familles et des personnels et faire respecter leurs droits.